

Neutralité carbone de la France : il est urgent d'agir.

Le dernier rapport du GIEC publié en août 2021 rappelle l'importance de réduire très rapidement les émissions de gaz à effet de serre pour limiter les effets du changement climatique. Cela implique une transformation profonde de l'économie et des bouleversements dans le secteur des transports, de l'industrie et du bâtiment aujourd'hui encore très dépendants du pétrole, du gaz fossile et du charbon. Par ailleurs, la crise énergétique actuelle montre que sortir des énergies fossiles n'est pas uniquement un impératif climatique. La forte dépendance de l'Europe aux pays producteurs d'hydrocarbures a un impact économique fort et disposer de sources de production bas-carbone sur le territoire est aussi un enjeu de souveraineté.

Des nombreux pays, dont la France, ont pris des engagements ambitieux de diminution des émissions de gaz à effet de serre avec un objectif de neutralité carbone à horizon 2050. Toutefois au-delà de prendre des engagements lointains, il faut aussi définir des trajectoires par secteur et réaliser les investissements nécessaires pour les respecter.

Dans le cadre de ses missions légales et à la demande du Gouvernement, le gestionnaire du transport d'électricité, RTE, a lancé en 2019 une large étude sur l'évolution du système électrique intitulée «Futurs énergétiques 2050». Ce travail, dont le résultat a été publié le 26 octobre 2021, intervient à un moment clé du débat public sur l'énergie et le climat, au cours duquel se décident les stratégies nécessaires pour sortir des énergies fossiles, atteindre la neutralité carbone en 2050 et ainsi respecter les objectifs de l'Accord de Paris.

RTE a ainsi produit 3 scénarios de consommation et 6 scénarios de production avec quelques enseignements qui sont communs à tous les scénarios.

Sur la consommation d'électricité le rapport conclut qu'il faudra agir sur la demande de tout type d'énergie grâce à l'efficacité énergétique et la sobriété pour atteindre les objectifs climatiques. La consommation globale d'énergie va baisser mais celle d'électricité va augmenter pour se substituer aux énergies fossiles. Enfin, accélérer la réindustrialisation en électrifiant les procédés de production, augmente la consommation d'électricité mais réduit l'empreinte carbone de la France.

Sur les moyens de production d'électricité, atteindre la neutralité carbone en 2050 sera impossible sans un développement significatif des énergies renouvelables mais se passer de nouveaux réacteurs nucléaires impliquerait des rythmes de développement des énergies renouvelables qu'aucun pays européen n'a jamais réussi à atteindre.

Les travaux de RTE montrent qu'il faudra agir sur tous les leviers de décarbonation (sobriété, efficacité, technologies bas carbone, nucléaire et énergies renouvelables) pour respecter les ambitions de la France et quel que soit le scénario choisi, il est urgent d'investir sans plus attendre.

Références :

<https://www.rte-france.com/analyses-tendances-et-prospectives/bilan-previsionnel-2050-futurs-energetiques>

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Futurs-Energetiques-2050-principaux-resultats_0.pdf

